

«Eau contre électricité», les effets des Accords d'Abraham se font sentir

Article rédigé par *Présent*, le 16 septembre 2023

Source [Présent] : Israël Katz , le ministre israélien de l'Energie, vient d'annoncer sur X (ex-Twitter) que l'Etat hébreux a décidé d'augmenter ses exportations de gaz vers l'Égypte et il y a deux semaines, il s'est rendu à Abou Dhabi pour promouvoir un des projets de coopération israélo-arabe proposé par les accords d'Abraham, soit un accord trilatéral selon lequel Israël doit exporter de l'eau désalinisée vers la Jordanie qui lui fournira en échange de l'électricité via un champ de panneaux photovoltaïques financé par les Émirats Arabes Unis qui se réserveront toute la production excédant les termes de l'accord.

Les trois parties prévoient de finaliser sa signature lors de la COP 28 qui se tiendra à partir de fin novembre à Dubaï. Pour Abou Dhabi, c'est l'occasion rêvée de se présenter comme le champion d'une politique énergétique arabe « verte », pour Israël, c'est un moyen de renforcer sa politique de rapprochement avec les pays arabes et surtout le Golfe, et pour la Jordanie qui est composée à 92% de terres désertiques, les 200 millions de mètres cubes d'eau promis annuellement par Tel Aviv en échange de 600 mégawatts d'électricité solaire dans le cadre du « Prosperity Project » sont une garantie pour ses besoins existentiels en eau. Ces avancées concrètes basées sur les Accords signés en 2020 sous l'égide de Donald Trump font mentir les détracteurs du Traité qui rapproche Israël des Emirats Arabes Unis d'une part et de Bahreïn et du Maroc d'autre part, qualifié à l'époque de mort-né par les tenants de la « cause » palestinienne. C'est tout l'inverse qui est en train de se produire. Ghait al Omari, chercheur au sein du groupe de réflexion du Washington Institute for Middle East Policy et ancien négociateur palestinien de 2000 à 2014, l'a affirmé dans une entrevue fleuve accordée à France 24 : « Nous assistons à une nouvelle façon de faire de la politique au Moyen Orient, impulsée par les pays du Golfe qui agissent au nom de leurs intérêts légitimes, et ils en ont le droit. La question qui se pose aux palestiniens est de savoir s'ils vont rester sur le banc de touche et regarder passer l'Histoire ou saisir l'opportunité de tirer profit de la nouvelle donne. »

[Lire la suite](#)

16/09/2023 01:00